

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

L'État n'est pas un bloc monolithique, mais un champ stratégique

Nicos Poulantzas

Numéro 18, automne 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86393ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Poulantzas, N. (2017). L'État n'est pas un bloc monolithique, mais un champ stratégique. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (18), 227–229.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'État n'est pas un bloc monolithique, mais un champ stratégique

NICOS POULANTZAS

Introduction

Dans le numéro précédent des NCS sur la démocratie, l'histoire complexe de la « rencontre » entre démocratie et socialisme a été abordée. Évidemment, cette question ne date pas d'hier ! La démocratie arrachée par les révolutions bourgeoises européennes a été un avancement pour les classes populaires. Peu à peu, l'espace des droits s'est élargi, y compris le droit d'association et de parole. Après maintes luttes, le droit de vote a été concédé à tous les hommes citoyens et, beaucoup plus tard, aux femmes. Dans le mouvement de décolonisation, des peuples se sont libérés. Des acquis sociaux, notamment l'accès aux services publics, à la santé, à l'éducation, ont été gagnés, toujours après de longues luttes. Tout cela n'est pas rien.

En même temps, les dominants ont su encadrer, pour ne pas dire enfermer, le droit d'association dans d'étroites contraintes juridiques et répressives. Ils se sont assurés que de puissants appareils contrôlent le discours d'une manière que l'exploitation et la domination soient présentées comme allant de soi. Ils ont perverti le droit de vote dans des systèmes faits pour reproduire une pseudo « alternance » entre divers partis capitalistes. Le tiers-monde a été emprisonné dans une chape de plomb policée par les anciennes et nouvelles puissances et leurs « outils » comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Cette évolution est devenue évidente dans le dernier tiers du XX^e siècle et a forcé les mouvements citoyens à s'interroger sur cette démocratie bourgeoise, ses limites et ses contradictions. Par ailleurs, devant l'échec du socialisme « réellement existant » en Union soviétique, il y avait de fortes réticences à abandonner le concept de démocratie aux dominants. On avait bien vu que, sous prétexte de dépasser la démocratie bourgeoise, des forces antisystémiques avaient instauré, non pas une réelle démocratie, c'est-à-dire le pouvoir dans les mains du peuple, mais une caricature de démocratie, où le pouvoir est dans les mains de nouvelles élites politiques et économiques coupées des masses populaires et investies dans la préservation du contrôle de ces dernières.

On se posait donc beaucoup de questions sur la démocratie, dans le contexte où de forts mouvements populaires, comme en France, en Italie, au Chili, en Argentine et ailleurs, se lançaient à l'assaut du pouvoir. C'est alors qu'une nouvelle réflexion a été proposée par Nicos Poulantzas (1936-1979), un militant grec réfugié en France dans les années 1970. Ses œuvres ont eu un impact important dans plusieurs segments de la gauche. Fait étonnant, elles gardent une fraîcheur qui rend ce texte utile pour défricher les problématiques actuelles.

D'où l'idée, pour aller plus loin, de publier des passages de son œuvre principale, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, parue en 1978 peu de temps avant son décès et récemment rééditée par les éditions Les Prairies ordinaires (Paris, 2013).

Pierre Beaudet



L'État aujourd'hui, moins que jamais, n'est une tour d'ivoire isolée des masses populaires. Leurs luttes traversent l'État en permanence, même lorsqu'il s'agit d'appareils où les masses ne sont pas physiquement présentes [...].

La voie démocratique au socialisme est un long processus, dans lequel la lutte des masses populaires ne vise pas la création d'un effectif double pouvoir, parallèle et extérieur à l'État, mais s'applique aux contradictions internes de l'État. La prise du pouvoir suppose certes une crise de l'État, mais cette crise, qui accentue précisément les contradictions internes de l'État, ne se réduit pas à une crise d'effondrement de l'État. Prendre ou conquérir le pouvoir d'État ne saurait signifier une simple mainmise sur des pièces de machinerie étatique. [...]

Le pouvoir n'est pas une substance quantifiable détenue par l'État et qu'il faudrait lui arracher. Le pouvoir consiste en une série de relations entre les diverses classes sociales, par excellence concentrée dans l'État, qui lui, constitue la condensation d'un rapport de force entre les classes. L'État n'est ni une chose-instrument sur lequel on fait mainmise, ni une forteresse où l'on pénètre avec des chevaux de bois, ni un coffre-fort que l'on perce par effraction : il est le centre d'exercice du pouvoir politique. [...]

Le processus long de prise du pouvoir dans une voie démocratique au socialisme consiste pour l'essentiel à déployer, renforcer, coordonner et diriger les centres de résistance diffus dont les masses disposent au sein des réseaux étatiques, en en créant et en en développant de nouveaux, de telle sorte que ces centres deviennent, sur le terrain stratégique qu'est l'État, les centres effectifs du pouvoir réel [...].

La voie démocratique au socialisme signifie pluralisme politique et idéologique, reconnaissance du rôle du suffrage universel, extension et approfondissement de toutes les libertés publiques, y compris pour les adversaires. Il s'agit bel et bien à travers toutes leurs transformations d'une certaine permanence

et continuité des institutions de la démocratie représentative. Par ailleurs, le terme de transformation radicale désigne à la fois la direction et les moyens de modification de l'appareil d'État. Il ne saurait s'agir de réadaptations secondaires (selon un néolibéralisme de l'État « de droit » restauré) ni de modifications venant principalement d'en haut (selon une social-démocratisation traditionnelle ou un stalinisme libéralisé). Une transformation de l'appareil d'État allant dans le sens du dépérissement de L'État ne peut que s'appuyer sur une intervention accrue des masses populaires dans l'État, par le biais certes de leurs représentations syndicales politiques, mais aussi par le déploiement de leurs initiatives propres au sein même de l'État. [...]

Cela doit être accompagné par le déploiement de nouvelles formes de démocratie directe à la base et l'essaimage de réseaux et de foyers autogestionnaires. Seuls, une transformation de l'appareil d'État et un développement de la démocratie représentative ne sauraient échapper à l'étatisme. Mais il y a aussi l'autre côté de l'affaire : le déplacement unilatéral et univoque du centre de gravité vers le mouvement autogestionnaire ne saurait non plus éviter l'étatisme techno-bureaucratique et sa confiscation autoritaire du pouvoir par les experts. Et ceci sous deux formes : celle d'abord de sa centralisation en deuxième pouvoir et sa substitution aux mécanismes de la démocratie représentative. Mais aussi sous une forme préconisée actuellement assez souvent : le seul moyen d'éviter l'étatisme serait de se situer hors de l'État, de négliger sa transformation propre, de le laisser pour l'essentiel (cet État mal radical et éternel) tel qu'il est [...].

Ceci se formule dans le langage néolibertaire : celui d'un pouvoir éparpillé, émietté et pulvérisé dans une pluralité infinie de micropouvoirs extérieurs à l'État. Dans les deux cas, le résultat est clair : on laisse la place à l'État-Léviathan, on néglige les transformations nécessaires de l'État sans lesquels le mouvement de démocratie directe est voué à l'échec [...].

Il ne s'agit pas de faire la « synthèse » entre les deux traditions du mouvement populaire, l'étatiste et l'autogestionnaire. Il s'agit de se situer dans une perspective globale de dépérissement de l'État et le déploiement de la démocratie directe au bas [...].

Le socialisme sera démocratique ou ne sera pas. Être optimiste quant à la voie démocratique au socialisme ne saurait nous faire considérer comme une voie royale, facile et sans risques.